

Groupe CS-POP-Verts
Conseil de Ville
Delémont

POSTULAT

Politique énergétique : Pour une gestion durable des ressources naturelles

Delémont et son district possèdent sur leur territoire des sites qui semblent parmi les plus favorables à l'exploitation de l'énergie éolienne en Suisse. La nouvelle loi fédérale instituant le rachat à prix coûtant de l'énergie éolienne ainsi que les incertitudes concernant l'approvisionnement en énergie électrique au niveau mondial stimulent de nombreux investisseurs à exploiter notre énergie éolienne.

La commune de Delémont a conclu un partenariat avec les SIG pour l'exploitation du site de la Haute Borne. Les conditions de ce partenariat sont, selon les déclarations de M. le maire, très favorables à la commune de Delémont.

Cependant, l'implantation de parcs éoliens dépasse largement les espaces physiques sur lesquels ils sont établis. L'impact sur le paysage et l'environnement concerne toute la région ; les avantages, tant financiers que stratégiques, doivent en conséquence profiter à l'ensemble de la population et donc aux communes de la région.

Les communes du district de Delémont devraient se donner les moyens de garder la maîtrise de l'énergie éolienne et investir elles-mêmes pour son exploitation. On pourrait envisager la création d'une société vadaise appartenant aux communes du district (ou au moins de l'agglomération delémontaine), en parité avec un ou plusieurs distributeurs d'énergie en mains publiques.

La démarche et la structure de RhônEole SA pourraient servir de modèle à la création d'une telle société. Ceci permettrait de niveler les intérêts régionaux au profit d'une vision globale de la gestion de cette ressource énergétique d'avenir.

La nouvelle société pourrait appartenir pour moitié aux communes, au prorata de leurs habitants, et pour moitié aux SIG, intéressés à investir dans la région. L'agglomération delémontaine pourrait être le moteur de cette nouvelle société.

Nous demandons au Conseil communal d'étudier la mise sur pied d'une structure sur le modèle de RhônEole SA, par exemple, permettant aux communes du district de Delémont ou au moins de l'agglomération delémontaine d'investir dans le parc éolien de la Haute Borne, en parité avec un ou plusieurs distributeurs d'énergie en mains publiques.

Delémont, 26.10.2009

Pour le groupe CS-POP-Verts

Emmanuel Martinoli

Handwritten signatures and notes:
- A large signature in blue ink at the top center.
- A signature in blue ink to the right of the center.
- A signature in blue ink at the bottom center.
- A signature in blue ink at the bottom right.
- A signature in blue ink at the bottom left.
- A handwritten note in blue ink: "Annexe: RhônEole SA."
- A handwritten note in blue ink: "De (H)" with a large circle around the 'H'.

ANNEXE

RhônEole SA, un exemple pour les communes.

Depuis 2005, cinq communes du Bas-Valais se sont unies pour exploiter le potentiel éolien remarquable de leur région. Associées aux deux compagnies régionales de distribution d'électricité et aux SI de Lausanne, elles ont fondé RhônEole SA et permis ainsi la construction des deux plus grandes éoliennes de Suisse.

Ces communes de 500 à 16'000 habitants, totalisant moins de 20'000 habitants, ont montré ainsi qu'il était possible pour de petites collectivités de garder la maîtrise de l'énergie éolienne produite sur leur territoire et d'investir de manière rentable pour l'exploiter.

50/50 : un choix politique et commercial

Parallèlement aux statuts ordinaires d'une SA, les partenaires ont élaboré un « Contrat des fondateurs » décrivant les principes idéologiques de leur société. Désirant utiliser les compétences des distributeurs d'électricité tout en gardant la maîtrise politique du projet, le contrat stipule que les actions sont réparties à raison de 50% aux compagnies et 50% aux communes. Cette répartition ne donne volontairement pas de majorité à l'une ou l'autre des parties, les obligeant ainsi à trouver chaque fois des terrains d'entente.

Les communes investissent

Pour financer la première éolienne d'environ 5 millions, la société s'est dotée d'un capital actions de 1'800'000 Fr.. Chaque commune possède 10% des parts et a donc dû investir 180'000 Fr. pour « s'offrir » sa première éolienne. La SA, privilégiant un amortissement rapide des investissements, n'a jusqu'à aujourd'hui pas dégagé de bénéfice lui permettant de distribuer des dividendes. Par contre, il a été prévu une redevance de 2cts par kWh produit, versée uniquement aux communes. Cette redevance peut être considérée comme une rétribution pour l'utilisation de l'espace public et du paysage. Dès 2006, la première éolienne, Cime de l'Est, a rapporté plus de Fr. 20'000.- par année à chaque commune. Toutefois, les redevances perçues les deux premières années ont été mises dans un fonds qui a permis aux communes de financer leur part à l'augmentation du capital de RhônEole pour l'achat de la seconde éolienne en 2008.

La RPC, la meilleure des garanties

Pour financer les 2 éoliennes actuellement en service, les près de 8 millions manquant aux 2,25 millions du capital de la SA ont été empruntés sans grande difficulté. Dans le Contrat des fondateurs, les compagnies électriques s'engagent à acheter l'énergie produite au prix de reprise existant alors, soit 15cts/kWh (hors certificat), garantissant ainsi la rentabilité des installations et par là même, la sécurité de l'emprunt. Depuis cette année, la nouvelle loi sur l'approvisionnement énergétique et le rachat à prix coûtant des énergies renouvelables (RPC) suffisent à garantir les emprunts.

RhônEole SA en bref

SA fondée en 2005 avec actuellement 2'250'000.- Fr. de capital actions ayant pour but de « Construire, exploiter et gérer des installations de production d'énergie éolienne dans des sites appropriés; analyser les opportunités de réalisation en fonction du marché et de la demande; surveiller les développements technologiques futurs et, au besoin, proposer de nouvelles applications; participer à d'autres entreprises; effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières convergentes » (extrait du registre du commerce : <http://www.rcvs.ch/pdf/6213006938.pdf>)

Les actionnaires :

- Collonges, 532 hab, 10% ; Dorénaz, 670 hab, 10% ; Evionnaz, 1034 hab, 10% ; Vernayaz, 1725 hab, 10% ; Martigny, 15374 hab, 10%.
- Services industriels de Lausanne, 20% ; Service électrique intercommunal à Vernayaz (SEIC SA), 20% ; Sinergy SA, ex. SI de Martigny, 10%.